

La direction de RFI envisage de supprimer 206 postes sur 1 000. Le personnel se mobilise et voit dans ce plan une remise en cause plus générale de l'audiovisuel public et de ses missions.

LES SALARIÉS HAUSSENT LE SON



tre trois médias un affaiblissement de la radio, au profit notamment de la jeune chaîne de télé France 24. Et s'inquiètent du gâchis de cet outil éprouvé de promotion des valeurs de la francophonie. C'est pour défendre son rôle vital dans la circulation de la culture française dans le monde qu'une centaine de personnalités (Alain Touraine, Edgar Morin, Patrice Chéreau, Stéphane Hessel, Eva Joly, Hélène Cixous, Daniel Cohn-Bendit, Manu Chao...) ont signé une pétition : "C'est la radio qu'écoutait Ingrid Betancourt dans la jungle colombienne, Lech Walesa envoyé en résidence surveillée par le général Jaruzelski ou les otages français au Liban (...) RFI devrait être le fer de lance de l'AEF, sa vitrine, son

Il y a du rifi à RFI, où une partie des personnels, soutenue par la majorité des salariés, est en grève "illimitée" depuis déjà six semaines. Les grévistes se relaient pour cesser le travail une heure par jour. Jamais l'audiovisuel français n'avait connu un mouvement social aussi long depuis 1968, malgré des grèves ponctuelles et récurrentes, qui de France 3 à Radio France ont rythmé l'histoire des médias ces vingt dernières années. L'enjeu du conflit sévère à RFI tient à l'opposition des salariés au plan social annoncé en janvier par la direction, prévoyant 206 suppressions d'emplois sur un millier existant (22 % des effectifs) et de six rédactions en langue étrangère (allemand, albanais, polonais, serbo-croate, turc et laotien). Dans le détail, cela donnerait, par exemple, le départ de près d'un tiers des réalisateurs et techniciens, une rédaction Amérique latine amputée de 11 postes sur 36. Pour les personnels de la troisième radio mondiale (après la BBC et Voice of America), diffusée auprès de 46 millions d'auditeurs dans 74 pays, l'addition est lourde. Les syndicats soulignent en outre que le plan social inclut des licenciements secs, ce qui pour eux est le signe que l'on cherche "à détruire le service public de l'audiovisuel français".

Face à la surdité de leurs directeurs - Alain de Pouzilhac et Christine Ockrent dirigent l'Audiovisuel extérieur français, une holding qui coiffe notamment RFI -, les grévistes attendent depuis des semaines la nomination d'un médiateur et ont manifesté devant l'Élysée, le 16 juin, pour exiger un moratoire. De son côté, la direction ne cesse de réaffirmer "la nécessité de réformer RFI et de réaliser le retour à l'équilibre budgétaire". Alain de Pouzilhac estime que la masse salariale dans le budget global est largement supérieure à RFI que dans les autres radios, ce que contestent les grévistes qui affirment que ce poids est plus important à Radio France. Les mêmes ne manquent pas de rappeler que les salaires mensuels de Pouzilhac et Ockrent sont estimés à 40 000 euros...

La crise à RFI excède en réalité le seul plan social, déjà lourd à avaler pour les salariés. Elle touche à l'identité de la station qui, en intégrant aux côtés de TV5Monde et de France 24 la holding de l'Audiovisuel extérieur français, en perd un peu son latin : beaucoup voient dans ce nouvel alliage en-

atout maître, pas son souffre-douleur (...) En cette période de crise, l'Etat doit donner l'exemple et retirer le plan social à RFI."

Comme le croient les grévistes de RFI, ce conflit prend la forme d'un "laboratoire social où s'expérimenteront les réformes qui seront peut-être appliquées demain" dans les médias : de la remise en cause des conventions collectives de l'audiovisuel public au plan de 900 suppressions d'emplois à France Télé-

> LA TROISIÈME RADIO MONDIALE (APRÈS LA BBC ET VOICE OF AMERICA) PERDRAIT SIX RÉDACTIONS EN LANGUE ÉTRANGÈRE.

sions, jusqu'aux menaces qui pèsent sur l'indépendance et les emplois à l'AFP, les inquiétudes se multiplient dans les médias publics. Les groupes privés n'échappent pas non plus à ces crispations. Grèves des salariés du groupe Lagardère (*Elle*, *JDD*, *Paris Match*, *Télé 7 jours*...) début juin pour défendre les accords d'entreprise, grèves des salariés du groupe Tests (magazines et sites sur les nouvelles technologies) dirigé par Alain Weill (NextRadio TV) contre les projets de réorganisation... Les coups de force patronaux sont à la mesure du flottement actuel d'un monde des médias où, du public au privé, l'arbitraire et l'incertitude s'entremêlent dans un jeu brutal.

Jean-Marie Durand